Le journal de La Courneuve

regards

N° 616 du jeudi 7 au mercredi 20 mars 2024

sOrtir n°73

Retrouvez l'actualité culturelle et la programmation du cinéma L'Étoile.

Des femmes qui bougent

ORIENTATION BUDGÉTAIRE
Des politiques publiques dans un contexte difficile.
P.4

PALESTINE
Une délégation parlementaire pour le cessez-le-feu.
P.7

MÉDIATEUR-RICE-S
Une présence humaine au quotidien.
P.8-9

THÉÂTRE
Les habitant-e-s mettent leur vie en scène.
P.13

lacourneuve.fr

ISSN 0769-4482 / prix : 0,61€

Du sport pour elles

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'association PropuL'C, l'Office municipal des sports (OMS) et la Ville ont organisé des temps de (re)mise en forme pour les femmes et les filles, « La Courneuvienne olympique » le 2 mars et une journée Sport au féminin le 3 mars.

Jeanne Frank

La forme par la danse. Rien de plus efficace qu'une séance de zumba avec l'association Tempo pour se vider la tête et faire le plein d'endorphines.

J. F.

Une activité gonflée. L'association Gym Forme & Force a proposé des exercices de gymnastique douce, mais tonique, avec des ballons.

J. F.

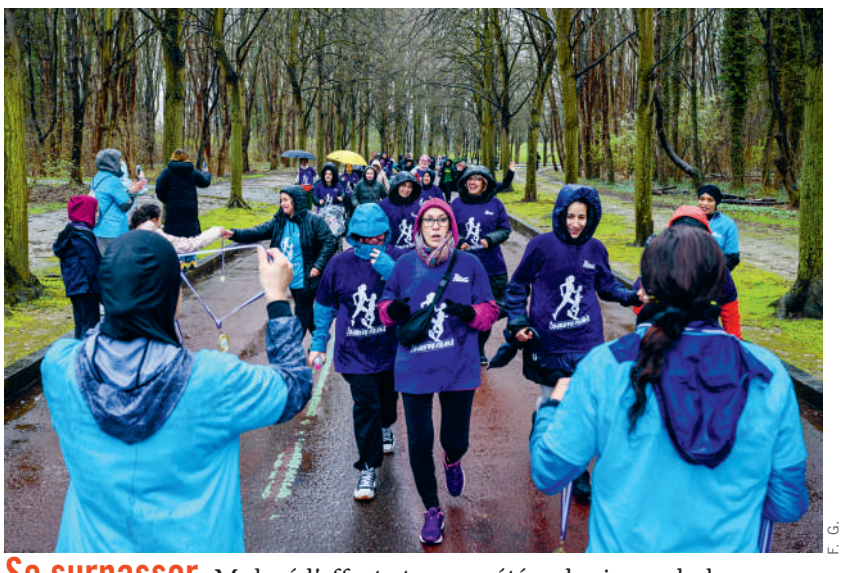
Toutes à l'eau. Les participantes à la journée Sport au féminin ont pu s'adonner à la nage libre dans la piscine du centre sportif Béatrice-Hess.

F. G.

Se dépenser. Une fois l'échauffement terminé, direction le parc Georges-Valbon pour une marche-course de 5 kilomètres.

Fabrice Gaboriau

Se préparer. Sur le mail de l'Égalité, les participantes à La Courneuvienne olympique se sont échauffées avec les bénévoles de PropuL'C.



F. G.

Se surpasser. Malgré l'effort et une météo pluvieuse, la bonne humeur a été au rendez-vous à l'arrivée.

Léa Desjours

L. D.

La fête dans l'assiette. Des adhérent-e-s de la Maison des seniors Marcel-Paul ont participé à un atelier cuisine et partagé un repas convivial le 22 février pour célébrer le Nouvel an chinois, aussi appelé Fête du printemps.

L. D.

L'imagination au pouvoir. Le 28 février, à la médiathèque Aimé-Césaire, des enfants et des adolescent-e-s ont dessiné une créature hybride à partir des *Métamorphoses*, à l'occasion de l'atelier « Créatures fantastiques » animé par une médiatrice du Louvre.

À MON AVIS

L. D.

Gilles Poux, maire

Les droits des femmes, notre combat

« Le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est aujourd'hui inscrit dans la Constitution après le vote du congrès à Versailles le lundi 4 mars 2024. La France est le premier pays qui institutionnalise ce droit dans sa loi fondamentale et cela, cinquante ans après le vote autorisant l'avortement.

J'imagine l'émotion et la fierté de toutes les femmes qui se sont levées et qui ont affronté tant de quolibets, de menaces mais qui n'ont pas cédé afin que ce droit soit effectif.

Cela semble si loin mais c'est pourtant si proche. Avant 1974, des femmes étaient condamnées pour avoir avorté et d'autres, malheureusement, en mouraient parce que l'IVG était pratiquée sans assistance médicale.

C'est bien la lutte de femmes de toutes conditions sociales qui a permis cette avancée historique de civilisation. En ce mois de mars 2024, deux d'entre elles vont prendre place dans notre espace public à La Courneuve. La Maison de la justice et du droit sera baptisée du nom de Gisèle Halimi, militante féministe et avocate de femmes qui avaient avorté. Et Simone Veil, la ministre de la Santé qui déposa, en 1974, la loi qui autorisa l'avortement, donnera son nom à une rue des quartiers nord.

Ces dénominations, et celles à venir, de féministes, syndicalistes, anticolonialistes, scientifiques ou sportives du monde entier témoigneront de l'engagement progressiste des femmes, trop souvent invisibles dans l'histoire. En mars aussi, viendront les noms de Jeanne Deroin (militante ouvrière), Yvonne Hagnauer (pédagogue et résistante), Dorothy Johnson Vaughan (scientifique étatsunienne), Qiu Jin (féministe chinoise) en attendant ceux de mère Teresa (religieuse) ou d'Olga Bancic (résistante), comme autant de repères pour se situer dans l'espace public courneuvien.

À l'occasion du 8 mars cette année, des habitantes ont accepté de s'exposer à travers de magnifiques photos, afin de porter les identités de notre ville.

Ces initiatives et d'autres (débat sur le patriarcat, sur l'avortement, projections…) accompagnent cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Elles montrent la mobilisation féministe de la municipalité pour dépasser le patriarcat et en finir avec toutes les dominations. »

Léa Desjours

La patinoire, un incontournable pour s'initier à la glisse.

L. D.

Construire des bâtiments répondant aux besoins.

Le Centre municipal de santé, une offre de soins indispensa

Budget municipal

La Ville adopte ses orientat

Malgré les contraintes budgétaires qui pèsent sur les communes, notamment populaires, la majorité municipale continue de poursuivre les ambitions sociales de solidarité et d'émancipation du programme adopté en mars 2020, encouragée en cela par les nombreux dialogues lors des Tremplins citoyens.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) propose de poursuivre les politiques publiques de solidarité et de soutien menées par la municipalité, parce que les Courneuvien-ne-s en ont besoin au quotidien. Cela malgré une situation financière compliquée pour les collectivités locales. Comme pour les ménages, l'inflation pèse sur les municipalités avec, notamment, la hausse des prix de l'énergie (+ 10 % pour l'électricité). Les taux d'intérêt augmentant, le service de la dette pour la Ville s'accroît aussi de 1,8 million d'euros, alors même que son stock de dettes diminue.

Pour compenser, certaines collectivités diminuent des dépenses publiques ou augmentent les impôts locaux. Ici, à La Courneuve, les élu-e-s refusent ces solutions parce que cela ajouterait des obstacles à la vie des habitant-e-s. Alors, pour continuer, *« il nous faut la force d'aller chercher des moyens ! »* a déclaré le maire, lors de la présentation du ROB au conseil municipal le 29 février dernier. D'autant plus que l'année 2024 est spécifique en raison des Jeux olympiques et paralympiques (JOP). Les élu-e-s ont ainsi décidé d'investir pour que les Courneuvien-ne-s puissent participer en nombre à ce moment historique, parce que les JOP chez soi, c'est au mieux une fois dans sa vie ! La municipalité a acheté près de sept mille places pour permettre aux Courneuvien-ne-s d'assister à des épreuves.

Optimiser chaque euro dépensé

Cette situation exceptionnelle n'est malheureusement pas soutenue par l'État, dont les dotations aux communes stagnent, voire baissent, avec les dernières annonces du ministre du Budget. L'État a décidé de réduire son budget de 10 milliards d'euros. Cela affectera les politiques publiques des collectivités locales. 49 millions en moins pour la politique de la Ville censée agir contre les inégalités, cela représente 10 % en moins du budget total. Mais cela implique aussi des « purges » dans les aides au logement, l'écologie, l'Éducation nationale, les droits des femmes… qui affecteront la très grande majorité des Français-es. Pourtant, d'autres choix étaient possibles. La suppression de la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) coûte justement 10 milliards au budget de l'État, alors que les résultats cumulés des entreprises du CAC 40 ont progressé de 16,5 % en 2023 à 144 milliards d'euros. Malgré ce contexte, la Ville a décidé de maintenir une gestion consistant à n'augmenter ni les tarifs municipaux, ni la taxe sur le foncier bâti (seul levier fiscal qui lui reste), cette dernière affectant sur son territoire surtout des propriétaires modestes. *« Optimisant chaque euro dépensé »*, selon Gilles Poux, la municipalité poursuit ses actions de solidarité en direction de la population. Ainsi, les Maisons pour tous (MPT) Cesária-Évora et Youri-Gagarine amplifieront leurs activités, rejointes bientôt par une autre MPT aux 4 000-Sud.

Le mois de la solidarité Solid'air de fête va aussi se tenir, avec sa patinoire et ses colis aux seniors. Une mutuelle communale sera mise en place, permettant de renforcer l'accès aux droits à la santé, tandis que la Ville investit dans son Centre municipal de santé (CMS), lequel supplée par ailleurs à la défaillance de l'État en matière de médecine scolaire. La municipalité travaillera également à une expérimentation de revenu minimum courneuvien. Des séjours divers, à des prix abordables pour les familles, seront de nouveau proposés. Des enfants des 4 000-Sud profiteront aussi de la nouvelle école Joliot-Curie fin 2024. Ceux de CM2 partiront en classe de neige et bénéficieront des ateliers d'éducation artistique et culturelle. La municipalité a créé un accueil du soir après l'école avec des temps pédagogiques et d'aide aux devoirs. Les contrats courneuviens de réussite (CCR) reconduiront leur coup de pouce aux projets des jeunes *(lire page 11)*. Un service d'aide à l'autonomie pour les seniors verra aussi le jour. Outre les transformations urbaines, la municipalité poursuivra les programmes de logements, garantissant un minimum de 30 % de logements sociaux accessibles à toutes et à tous. Au premier trimestre 2024, l'installation de stations Vélib' accroîtra les mobilités douces. La Maison de la citoyenneté James-Marson visera, elle, à devenir une Université courneuvienne pour l'éducation populaire. Enfin, la semaine du développement durable sera organisée en 2024. Autant d'axes permis par la bonne santé financière de la collectivité, destinés à compenser les difficultés sociales récurrentes rencontrées par les habitant-e-s. ●

able. L. D.

Les Maisons pour tous sont toujours plus ouvertes sur les quartiers.

Courneuve Square met aussi les femmes à l'honneur. L. D.

tions budgétaires

L'égalité femme-homme en exergue

À l'occasion de la journée du 8 mars, la municipalité a décidé de consacrer le mois entier à la défense et à la promotion des droits des femmes *(lire agenda page 15)*, alors que le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vient d'être inscrit dans la Constitution, comme le demandaient les forces progressistes.
En faisant apparaître dans son rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour 2024 une dimension spécifiquement genrée, elle entend donner à voir la programmation de son action au féminin. Les opérations comme le festival Courneuve Square ont ainsi une forte représentation féminine et la Ville va baptiser des rues, squares, bâtiments, avec des noms de femmes. Ce ROB a aussi été l'occasion de mesurer les inégalités entre femmes et hommes au sein du personnel communal. Il en ressort qu'au 31 décembre 2022, si les femmes représentaient près des deux tiers des agent-e-s de la Ville (à savoir 66,7 % des emplois permanents, soit 544 femmes pour 290 hommes), une proportion plus forte qu'au niveau national (59 %), 25 % d'entre elles étaient en catégorie A et B, pour 36,5 % des hommes. L'écart moyen de salaire demeure aussi de 10,31 % au profit des hommes. ● **Nicolas Liébault**

Un vœu municipal en défense du logement social

Le conseil municipal du 29 février a adopté un vœu relatif à la pénurie de logements et aux conséquences de la norme « antighetto » décidée par la Région. À La Courneuve, 3 954 demandeur-se-s étaient, en 2022, en attente d'un logement social (783 000 en Île-de-France), un chiffre en augmentation. Or la production du logement public s'effondre dans la région, avec seulement 21 805 logements agréés. L'an dernier, le Conseil régional a décidé d'interdire la construction de logements sociaux dans les communes qui comptent plus de 30 % de logements socialement accessibles (PLAI/PLUS), sans subventionner par ailleurs la construction dans les cinquante communes qui en disposent le moins. Dans le même temps, le Premier ministre propose d'intégrer les logements intermédiaires dans le décompte des 25 % de la loi SRU, ce qui permettrait à ces communes carencées de ne plus être obligées de construire du logement vraiment social. Si le schéma régional était mis en œuvre, il aurait pour conséquence une nouvelle diminution de 21 % du nombre de logements sociaux construits en Île-de-France. Or ce type de mesure *« renforce la spéculation foncière et immobilière alors que les ménages les plus modestes n'ont pas les moyens de se loger dans le parc privé »*, estiment les auteur-rice-s du vœu. La raréfaction du logement social *« participe à la pression locative sur les parcs publics comme privés, encourage la hausse des loyers dans le parc privé et alimente les marchands de sommeil sans scrupule »*, rappellent-ils. Le vœu adopté demande au ministre du Logement et au préfet de région de s'opposer à cette norme « antighetto » et à l'État et à la Région Île-de-France de *« réinvestir dans la production du logement social par le biais de subventions d'aides à la pierre et de la mise à disposition de terrains publics »*. Le vœu exige aussi que *« les sanctions à l'encontre des communes qui ne respectent pas les obligations de la loi SRU soient renforcées et que les préfets de département imposent des programmes de logements sociaux aux communes carencées comme la loi le permet »*. Le vœu adopté sera versé à l'enquête publique en cours concernant le schéma régional. ● **N. L.**

EN BREF

Une grève qui porte ses fruits

L. D.

La société internationale de solutions plastiques et composites pour l'aéronautique DEMGY (près de 600 salarié-e-s dans le monde ; 3 millions d'euros de chiffre d'affaires) va fermer son site industriel (ex-SPN) du 75, rue Rateau, spécialisé dans le moulage par compression. Les vingt-trois salariés ont refusé la mutation imposée sur d'autres sites, dont le siège en Normandie, et se sont mis en grève le 22 février. Les grévistes reprochaient à la direction de DEMGY de l'imposer sans consultation.
À la suite de leur mobilisation, avec le soutien de l'union locale CGT et des élu-e-s municipaux, les salarié-e-s ont obtenu le 29 février un contrat de sécurisation professionnelle (CSP), une attestation pour avoir subi une exposition potentielle à des produits dangereux et six mois d'indemnités extralégales. Elles et ils ont donc voté la fin de la lutte.

Contre la réforme éducative

Le 26 février, les enseignant-e-s de Seine-Saint-Denis (FSU, CGT, SUD Éducation, CNT) ont voté la grève contre la réforme éducative projetée par le gouvernement et pour des moyens pérennes pour le département. Pour Mina El Azzouzi, professeure de lettres au collège Politzer, les groupes de niveau prévus vont *« assigner nos élèves à leurs difficultés »* (les élèves faibles étant regroupés entre eux), et *« pour les financer, il faudra retirer des moyens ailleurs, en réduisant les demi-groupes, les classes bilangues, etc. »*. Les enseignant-e-s se sont rendus devant l'Institut Stanislas pour exiger que l'argent public aille à l'enseignement public. *« Le projet d'uniforme à l'école cache les véritables besoins »*, estime l'enseignante. Le mouvement de grève se poursuit avec le soutien des parents et des élu-e-s de la Ville. Une réunion publique sur la réforme des collèges aura lieu à la Bourse du travail le lundi 11 mars, à 17h45.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

PAYS HÔTE

PARIS 2024

PARIS 2024

DES OPPORTUNITÉS POUR TOUTES ET TOUS :
LES JEUX RECRUTENT

LES SECTEURS QUI RECRUTENT

Hôtellerie • Restauration
Transport • Logistique • Énergie
Nettoyage • Déchets • Recyclage
Sécurité • Sport • Événementiel

Ce nouveau forum s'inscrit dans la continuité du succès des Forums organisés depuis septembre dernier. Il propose des milliers d'offres d'emploi, dans des secteurs d'activités liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Venez rencontrer des recruteurs et des organismes de formation pour décrocher un emploi !

14 MARS 2024
DE 9H30 À 17H

LES DOCKS
87, av. des Magasins Généraux
Aubervilliers – Métro : Front Populaire

Scannez ce QR code
pour accéder
à la plateforme d'inscription
de ce forum emploi :
lesjeuxrecrutent.org

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
France Travail
Cheops CAP Le réseau EMPLOI
apec
Les Missions Locales
Région îledeFrance
Seine Saint Denis LE DÉPARTEMENT
VILLE DE PARIS
Plaine Commune
PARIS TERRES D'ENVOL
Est Ensemble Grand Paris
Grand Paris Grand Est

Palestine

Une délégation en soutien aux Gazaoui-e-s

Le mercredi 28 février, lors d'une réunion publique en présence de Gilles Poux, la députée Soumya Bourouaha a rendu compte du voyage d'une délégation de parlementaires à la frontière entre l'Égypte et Gaza. Pierre Barbancey, grand reporter à *L'Humanité*, et Khaled Benboutrif, médecin urgentiste, y ont également participé.

La délégation de parlementaires a rencontré des responsables des Nations unies à la frontière entre l'Égypte et Gaza.

Environ soixante-dix personnes, notamment de l'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), de La Courneuve Palestine et de l'association Africa ont écouté Soumya Bourouaha, la députée PCF de la circonscription, relater sa participation à une délégation transpartisane menée par Éric Coquerel, député LFI de Seine Saint-Denis. Après des difficultés d'autorisation, seize parlementaires, accompagnés de journalistes, s'envolent pour l'Égypte le dimanche 4 février. Première victoire sur place, ils et elles obtiennent qu'une quarantaine de Gazaoui-e-s rejoignent la France. Mais *« l'objectif était surtout de mettre un coup de projecteur sur le nécessaire cessez-le-feu et la libération de tous les prisonniers »,* insiste la députée.

Une aide humanitaire urgente et vitale

Escortée par l'armée, la délégation traverse le Sinaï en autocar pour se rendre à la frontière avec Gaza. Elle y constate le blocage de centaines de camions humanitaires. *« De cinq à six cents par jour avant le 7 octobre, leurs entrées ont été ramenées à soixante-dix ou quatre-vingt ! »* explique Soumya Bourouaha. À Rafah, ville coupée en deux par la frontière, les parlementaires lisent un communiqué devant les médias, puis visitent un hôpital ainsi que les entrepôts du Croissant rouge où ils et elles aperçoivent toutes les marchandises refusées par Israël : ordinateurs, matelas, jouets, médicaments… Revenue au Caire, la délégation est reçue au Parlement égyptien et rencontre des médecins français de l'association Palmed, avant de retourner en France. Khaled Benboutrif témoigne à son tour. *« Dès le 10 octobre, j'ai cherché à me rendre à Gaza pour porter secours, mais j'ai dû attendre quatre mois pour obtenir l'autorisation »,* déplore-t-il. À l'hôpital européen où il est affecté, on pratique *« extractions de balles, points de suture et amputations, dans le bruit des bombardements et des armes automatiques ».* Les frigos manquent pour l'insuline, les personnes malades du cancer ne sont pas soignées… Johann Soufi, ancien membre de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), s'exprime aussi dans une vidéo sur le rôle de l'organisme dans l'apport en nourriture, en soins, en éducation. Il conteste au passage les mensonges sur sa « partialité » qui ont amené les États-Unis et l'Allemagne à suspendre leurs financements.

Gilles Poux insiste quant à lui sur *« l'omerta politique sur les droits des Palestiniens ».* Regrettant que *« l'on ne parle plus de chemin de paix »,* le maire rappelle qu'une banderole en soutien à Gaza a été déployée sur l'hôtel de ville, ajoutant que Marwan Barghouti est citoyen d'honneur de la ville, aux côtés de Michel Warschawski. De retour en France, la délégation a demandé à être reçue par le gouvernement. Et une résolution a été déposée par Soumya Bourouaha et d'autres député-e-s exigeant que la France saisisse la Cour pénale internationale afin que les dirigeant-e-s israéliens soient jugés pour leur crimes. Après quelques échanges avec la salle, la députée a conclu en invitant les habitant-e-s à participer à la grande manifestation pour Gaza du 9 mars à Paris, à 13h30 place de la République. ●

Nicolas Liébault

Léa Desjours

La députée Soumya Bourouaha a raconté au public son déplacement à Rafah.

UN PEU D'HISTOIRE

Ayant couvert le conflit comme journaliste, Pierre Barbancey était à même d'en retracer l'histoire, depuis la partition de la Palestine à l'issue de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. *« La bande de Gaza,* explique-t-il, *est d'abord habitée par des réfugiés chassés lors de la Nakba »,* quand le gouvernement israélien, à la suite d'une guerre avec les pays voisins en 1948, a privé de leur terre des centaines de milliers de Palestinien-ne-s. Dans les années qui ont suivi, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a été mise sur pied pour mener la lutte armée contre l'occupant, mais son échec l'a conduite à négocier avec Israël. Les accords d'Oslo qui ont été conclus en 1994 n'ont pas empêché la poursuite de l'occupation israélienne, aboutissant à un soulèvement populaire des Palestinien-ne-s en 2000, la « seconde Intifada ». *« Israël cherche alors à diviser le camp palestinien en favorisant le Hamas face à l'OLP »,* note le journaliste. De fait, en 2006, le Hamas gagne les élections à Gaza dont il prend le contrôle, et l'État hébreu instaure un blocus dévastateur de ce territoire. Les événements actuels se situent dans la continuité de cette histoire. ●

Faire du lien

Chaque jour, elles et ils arpentent la ville, veillant au bon usage et au bon partage de l'espace public, prévenant et apaisant les conflits du quotidien, accompagnant les habitant-e-s dans leurs démarches d'accès aux droits. Immersion d'une semaine dans les pas des médiateur-trice-s urbains et sociaux.

Au fil des rencontres, les médiateur-trice-s ont acquis une connaissance très fine du territoire.

C'est à la fois de l'urgence et du temps long, de la présence active et de la retenue, de la proximité et du maillage territorial le plus vaste possible. Le métier des médiateur-trice-s sociaux et urbains relève de l'équilibrisme. Voire du sport. *« Au début, j'avais des crampes partout le soir à force de marcher »,* rigole Toybou Mouigni. C'est qu'elles et ils parcourent des kilomètres à pied pour prendre le pouls de la ville, découpée en cinq secteurs : Quatre-Routes, 4 000-Sud, 4 000-Nord, Centre-ville et Gare. Ce 23 janvier, jour de marché, Brice Ragey, Maoulana Hamadi et Toybou déambulent aux Quatre-Routes, à la rencontre des habitant-e-s et des commerçant-e-s. *« On est les yeux de la municipalité, on prélève tout ce qui va mal et on le fait remonter aux services concernés »,* précise Brice. Problèmes de stationnement, de vente à la sauvette, de saleté… Pour Hamid, qui tient un étal de vêtements sur l'avenue Paul-Vaillant-Couturier, *« c'est important d'avoir des médiateurs sur le terrain. La dernière fois que je leur ai parlé de déchets sur le trottoir, ils ont pris des photos, les ont envoyées à Plaine Commune et ça s'est réglé. »*

Avec leurs chasubles rouge vif, les agent-e-s jouent un rôle rassurant et dissuasif dans l'espace public. Ce même jour, pour la deuxième fois consécutive, Céline Ledreck et Nora Zirrar se rendent devant l'école élémentaire Joliot-Curie pour prêter main-forte à l'agent de traversée. Entre le chantier de reconstruction du groupe scolaire et la fermeture de l'accès au carrefour de la rue de Genève et de la D30, la circulation est compliquée. *« On nous a demandé de faire de la prévention »,* explique Nora. *« On est souvent appelés à la dernière minute, moi ça me va ! »* sourit Céline. Comme toujours, les médiateur-trice-s circulent à deux ou à trois, pour des raisons de sécurité. En première ligne, elles et ils sont exposés à des violences, surtout verbales. Souvent, elles et ils ont aussi l'impression de recevoir toute la misère humaine. *« Il faut avoir le cœur bien accroché »,* glisse Hassania Benyelles. Pour prendre du recul par rapport à leur quotidien, verbaliser leurs difficultés, elles et ils peuvent compter sur les réunions d'équipe hebdomadaires avec leur hiérarchie et sur le groupe d'analyse des pratiques professionnelles mensuel avec une intervenante extérieure. *« C'est bien de parler. On est des éponges, on absorbe les problèmes que les habitants rencontrent,* commente Nora. *Mais on ne fait pas ce métier par hasard, c'est une vocation. »*

La preuve, comme Maoulana et Hassania, elle s'est portée volontaire pour participer à la Nuit de la solidarité organisée le 25 janvier. Le but ? Recenser les sans-abri, échanger avec elles et eux pour identifier leurs besoins et les orienter vers les dispositifs d'aide. *« C'est notre quotidien d'aller vers les personnes à la rue. On sait où elles se trouvent. »* Parmi ses missions, l'équipe intervient en effet auprès des personnes en errance, sans domicile fixe ou sans domicile stable. Cette semaine,

7
médiateur-trice-s sont actuellement déployés dans la ville.

Nora reçoit ainsi l'appel d'une policière municipale qui a découvert lors de l'enlèvement de voitures ventouses qu'un couple, dont la femme est enceinte, dormait dans un box aux 4 000-Nord. Une fois sur place, Céline et Nora posent des questions, avec douceur et précision. *« Il y aurait en tout dix personnes qui dorment dans des box ici,* résume Céline, qui va revenir le lendemain pour prendre les identités de celles qui le veulent. *On est des relais, on est là pour les accompagner vers les professionnels. »*

Centre communal d'action sociale, bus La Courneuve Mobile, Maison de la justice et du droit, Orphanco, association franco-chinoise Pierre-Ducerf… les médiateur-trice-s ont constitué avec le temps un vaste réseau de partenaires. Une nécessité pour mener à bien leur action d'accès aux droits, aux soins et aux services publics, qui prend de l'ampleur dans un contexte de mutation du territoire et de dématérialisation à marche forcée des démarches administratives. *« On ne s'occupe plus des conflits de voisinage pour les bailleurs, on ne gère plus les flux dans les transports »,* indique Hassania. Si leurs

Léa Desjours

L. D.

L. D.

L. D.

missions ont changé depuis les premiers recrutements en 1999, les médiateur-trice-s restent des repères et des référent-e-s dans les quartiers. Le 29 janvier, après que la sonnerie retentit dans le collège Jean-Vilar, Céline, Nora et Toybou réussissent à trouver et à échanger avec un élève qui se fait suivre par un adulte hostile. Elles et ils écoutent, prennent des notes et réconfortent, comme d'habitude, puis conseillent à l'adolescent d'aller porter plainte au commissariat avec sa mère. *« On n'est pas Superman, on fait juste ce qu'on peut,* insiste Toybou, *mais on se sent heureux quand on arrive à débloquer une situation. »* C'est à la fois de la modestie et une ambition immense. ● **Olivia Moulin**

Bientôt une reconnaissance officielle ?

Médiateur-trice-s sociaux », « médiateur-trice-s socioculturels », « adultes-relais », « correspondant-e-s de nuit »… Elles et ils sont quelque douze mille professionnel-le-s de terrain en France à désamorcer les petits conflits, à faciliter le lien entre les citoyen-ne-s et les institutions, à favoriser l'accès aux droits, aux soins et aux services publics, sans bénéficier pour autant d'un statut légal ni d'une mission clairement fixée. Pour leur offrir la *« pleine reconnaissance des pouvoirs publics et des autres travailleurs sociaux »*, une proposition de loi a été votée fin janvier à l'Assemblée nationale. Soutenu par France Médiation, le réseau d'acteur-trice-s de la médiation sociale dont la Ville fait partie, ce texte vise notamment à définir le métier dans le Code de l'action sociale et des familles, à mettre en place des *« référentiels de compétences et de formation et un code de déontologie »* et à imposer le suivi d'une formation certifiante par le-a médiateur-rice social, sauf *« s'il justifie d'une qualification suffisante »*. Le texte attend désormais d'être examiné au Sénat. ● **O. M.**

L. D.

Deux questions à Yohann Elice, adjoint au maire délégué aux finances locales, à la ville numérique et au développement économique, et à la tranquillité publique

« Les médiateurs contribuent à apaiser et à pacifier l'espace public. »

REGARDS : **Pourquoi la Ville a-t-elle fait le choix de pérenniser les médiateur-rice-s après la suspension en 2002 des contrats emplois-jeunes (financés à 80 % par l'État) qui avaient permis de les embaucher ?**

YOHANN ELICE : **C'est un effort financier mais ça correspond à une vraie conviction de notre part : les politiques en matière de prévention et de tranquillité publique passent par la présence d'agents sur le terrain, qui soient visibles, accessibles, disponibles. Certains membres de l'unité de médiation sociale et urbaine sont en poste depuis longtemps et sont donc bien identifiés par les habitants. Si les chiffres de l'insécurité et de la délinquance montrent une véritable dynamique de baisse des atteintes aux biens et aux personnes dans notre ville, il y a encore des secteurs où l'ambiance n'est pas rassurante, où on doit multiplier la présence humaine, à des degrés différents et de manière différente. Les médiateurs, comme les agents de surveillance de la voie publique et les policiers municipaux, contribuent à apaiser et à pacifier l'espace public.**

R. : **Quelles sont les pistes d'évolution pour l'unité de médiation sociale et urbaine ?**

Y. E. : **Pour les personnes éloignées des institutions ou mal à l'aise avec elles, c'est plus simple d'avoir un premier contact avec les médiateurs. L'idée, c'est donc de renforcer cette mission d'accès aux droits. Ça passe par le développement des liens avec les partenaires institutionnels, en particulier la Maison de la justice et du droit, et avec les services de la Ville. Et ça passe par le développement de la formation des médiateurs. D'un point de vue statutaire, dans la fonction publique, leur métier n'est pas bien cadré : il n'y a pas forcément de cadre d'emploi type, ni de missions types, ni de formation type… Nous avons déjà instauré des temps de formation en interne. Et nous espérons recruter trois personnes cette année, pour mettre un terme au sous-effectif de l'unité.** ● **Propos recueillis par Olivia Moulin**

Transport

Priorité aux mobilités douces et non-polluantes

Face à l'urgence sanitaire que représente la pollution de l'air, la Ville a adopté dans son Agenda 2030 un plan d'actions pour soutenir le développement des modes de déplacements doux et actifs sur son territoire, ainsi qu'à accompagner la transition vers les véhicules hybrides et électriques. Mise en pratique en trois volets. **Nicolas Liébault**

Le Vélib', c'est parti !

Léa Desjours

Dans le cadre du Référendum courneuvien d'octobre 2022, les habitant-e-s se sont dits favorables à un système de vélos en libre-service sur le territoire communal. La Ville a donc adhéré au Syndicat Autolib' et Vélib' métropole (SAVM), en lien avec Plaine Commune. Ce service public intervient depuis 2017 à l'échelle métropolitaine pour y faciliter la mobilité douce et encourager la pratique du vélo en ville. Cinquante-neuf communes en sont adhérentes, couvrant plus de 450 km². Le SAVM intervient, par le biais de son prestataire Smovengo, pour implanter et gérer les stations. À La Courneuve, deux premières stations ouvriront au début du printemps prochain, à savoir Centre-Ville / Hôtel-de-Ville et celle près de la gare du RER B. Deux autres, au rond-point du Chêne et place du 8-mai-1945, seront mises en service au deuxième semestre 2024. Les dernières, Babcock-Raspail et Six-Routes, sont prévues pour 2025 puis 2026. Pour la Ville, le coût prévisionnel par station implantée est d'environ 10 000 euros par an. Une station moyenne comporte trente bornes de vélos, soit l'équivalent de cinq places de stationnement pour une installation classique. Les abonnements s'élèvent de 1,55 euro à 8,30 euros par mois et l'offre intègre des vélos à assistance électrique (40 % du parc actuellement). ●

Des pistes cyclables sur les grands axes

La Ville souhaite favoriser les pratiques cyclables, encore trop peu développées sur le territoire, alors même que la part des ménages non motorisés y est importante, atteignant près de 49 %. Le maillage des pistes cyclables sur la commune est une condition de cette pratique. L'intégration des pistes sur presque toutes les voies départementales traversant la ville est programmée entre 2024 et 2028, dont deux axes majeurs du futur réseau vélo Île-de-France (ex RER Vélo), à savoir Paul-Vaillant-Couturier (RD932) et Jaurès-Convention (RD986). Pour le premier, en attendant l'installation définitive, un aménagement temporaire concernera, de février à mai 2024, la section située entre le carrefour du 8-Mai-1945 et la rue du Chevalier-de-la-Barre. Le but est d'assurer une continuité complète pour les Jeux olympiques et paralympiques, sur 5,3 kilomètres, entre la porte de La Villette et la rue de l'Abbé-Niort au Blanc-Mesnil. Il s'agit de créer une rocade est-ouest reliant les Six-Routes et le centre-ville. Un nouveau franchissement piétons et cycles au-dessus de l'A1 va aussi permettre en 2025 d'accéder à vélo au parc Georges-Valbon depuis le quartier du Vieux-Barbusse. Enfin, une piste cyclable est en cours d'achèvement sur l'avenue Salengro (RD901) entre le carrefour des Six-Routes et le centre aquatique Annette-Kellermann au nord. ●

L. D.

Bienvenue aux véhicules électriques

L. D.

À compter du 1er janvier 2025, la Métropole du Grand Paris (MGP) prendra un arrêté de Zone à faibles émissions métropolitaine (ZFE-m) sur le périmètre situé, pour La Courneuve, sur l'ensemble de son territoire communal, comme la Ville l'a souhaité. En accompagnement, la Ville a décidé de faire installer des bornes de recharge. Cinquante communes de la métropole s'y sont déjà engagées à travers le groupement Métropolis, avec sept cents points de charge mis en service et mille autres validés ou en cours d'installation. Sur la ville, quatre stations de recharge seront mises en place en 2024. Des stations « citadines », peu rapides mais peu chères, pour usage de type stationnement moyenne durée, sont prévues : en centre-ville (64, avenue Gabriel-Péri) ; 2, avenue du Général-Leclerc, à hauteur de la place de la Fraternité ; dans le quartier de la gare du RER B (parking du 44, boulevard Pasteur, devant le Franprix). Une station comportant bornes « express » (pour les véhicules plus récents, ultrarapide et plus chère) et « citadine » est prévue aux Six-Routes en 2025. Sa localisation sera précisée en 2024. Aux Quatre-Routes, les habitant-e-s disposent déjà de stations de recharge à proximité, au niveau du Carrefour Drancy (29, rue Saint-Stenay, à Drancy, et 2, rue Marat, à Bobigny), mais une station supplémentaire sera éventuellement ajoutée aux Quatre-Routes. L'installation et la mise en service des trois premières stations est prévue pour juin 2024. La recharge s'effectue en quelques dizaines de minutes et le paiement peut se faire par carte bancaire sans contact. L'utilisateur-rice ne paie que la quantité d'énergie délivrée par la borne, comme pour un plein d'essence. ●

Contrat courneuvien de réussite

La jeunesse courneuvienne : notre avenir

Comme chaque année depuis dix ans, le conseil municipal a attribué une aide financière aux Courneuvien-ne-s de 16 à 30 ans, dans le cadre du contrat courneuvien de réussite (CCR). Cette année, un projet collectif et vingt-neuf projets individuels (dix-neuf permis de conduire, neuf projets d'études et une installation à l'étranger) vont pouvoir se concrétiser. *Regards* a pu échanger avec deux bénéficiaires.

Maeva Lasmar Ansel

Le stage au Texas de Marie Ayikoé

Nicolas Vieira

« Il n'y a pas nécessairement un grand nombre de personnes de couleur qui achèvent un diplôme de niveau bac+5 lorsqu'elles viennent d'un milieu défavorisé… » Née en 1997, Marie Ayikoé habite la ville avec ses parents. Elle passe par le collège Saint-Joseph à Aubervilliers, puis le lycée La-Salle à Saint-Denis, où elle obtient son bac STMG option gestion finance en 2015. Par la suite, elle s'intéresse au métier de comptable et entreprend une année de DUT GEA (Gestion des entreprises et des administrations), un projet d'études qui ne la satisfait finalement pas. *« C'était un secteur trop fermé, j'avais besoin d'un métier plus captivant, alors j'ai pris une année sabbatique. Ça m'a permis de comparer les différents programmes d'études. »* Marie se redirige ensuite vers un BTS commerce international à l'Inseec (Institut des hautes études économiques et commerciales), financé par une première aide de CCR, un parcours dont elle parle avec beaucoup d'enthousiasme : *« En école de commerce, j'ai pu faire du marketing et de la géopolitique, du management ou encore de la finance. C'était beaucoup plus intéressant. »* Marie obtient son master en 2023 et se prépare désormais à partir au Texas pour y faire un VIE (volontariat international en entreprise) d'une durée de dix-huit mois au sein de l'entreprise Safran. Son rôle sera d'assister un responsable de produits. *« J'aime beaucoup l'Asie et je voulais y faire mon VIE, mais les États-Unis sont aussi un pays très attractif pour le commerce international. »* Seul problème : ses déplacements quotidiens. *« Au Texas, il n'y a pas de moyens de transport publics, donc je suis obligée de m'acheter une voiture. C'est pour ça que j'ai à nouveau demandé l'aide de la Ville. »* En contrepartie de ce financement, elle apporte son aide aux éducateur-rice-s du PIJ durant le Mois de l'orientation. *« Quand on est jeune, on est souvent stressé ou découragé, alors j'essaye de les aider un maximum. Les études, ce n'est pas facile, mais le CCR est une aide financière qui nous permet de débloquer notre situation et nous ouvre des portes. »* Marie avoue vouloir s'installer aux États-Unis si l'opportunité s'offre à elle plus tard, mais elle n'en reste pas moins reconnaissante. *« Je suis fière d'être Courneuvienne, le CCR m'a permis d'avancer dans la vie. »*

Aide : 2 000 euros.

L'école d'ingénieur d'Arsany Tadros

Léa Desjours

« Pour demander le CCR, c'est vrai qu'il y a un sacré dossier à remplir. Tu dois décrire ton projet et pourquoi tu veux une aide. Ce n'est pas forcément évident la paperasse, mais le service Jeunesse a été d'une très grande aide et j'en suis reconnaissant. » Né en 2003, Arsany Tadros voit le jour en Égypte. Il est le benjamin de sa famille, mais aussi le seul garçon de sa fratrie, composée de quatre sœurs. La famille Tadros habite d'abord à Grigny avant de s'installer à La Courneuve lorsqu'il est âgé de 7 ans. Arsany fréquente le lycée Jacques-Brel et obtient son bac option maths et physique en 2021. Il intègre par la suite l'Isep (Institut supérieur d'électronique de Paris), où il fait deux ans de prépa. *« Je compte me spécialiser dans la cybersécurité, c'est un domaine qui me passionne. Quand je suis arrivé à l'école, j'étais un peu perdu et je ne savais pas vraiment quoi faire. Mais il y a une association, le CyberLab, qui a organisé un workshop sur la cybersécurité. Ça m'a beaucoup intéressé. Là, j'en suis à plus de cent heures de formation en cybersécurité, en autodidacte. J'ai même réussi à intégrer l'association et en avril, je vais devoir à mon tour faire un workshop et plus tard un hackathon. »* Ce passionné de cybersécurité est en troisième année d'ingénieur. Il a fait appel au CCR pour l'aider à financer son année scolaire *« Au début, je voulais profiter du CCR pour passer mon permis, mais j'ai vu que c'était une aide qui concernait aussi les études, alors j'ai sauté sur l'occasion… »* Son école, c'est environ dix mille euros par an. Pour pouvoir payer ses frais de scolarité, Arsany travaille dans une boulangerie chaque été depuis son inscription. *« Cet été, je vais pouvoir faire une alternance et partir un peu en vacances. Le CCR, c'est vraiment un coup de pouce pour moi. »* En échange, il aide aussi au PIJ pour le Mois de l'orientation et a l'intention de consacrer ses heures de bénévolat à des associations humanitaires durant l'été. **Aide : 2 000 euros.**

POUR EN BÉNÉFICIER, IL FAUT S'ENGAGER !

Pour demander un accompagnement lors d'une prochaine session des CCR, rendez-vous au Point information jeunesse (PIJ) :

59, rue du Général-Schramm.

Ouverture :

Lundi, mercredi : de 10h à 12h et de 14h à 18h

Jeudi : de 14h à 18h

Vendredi : de 10h à 12h et de 14h à 19h30

Samedi : de 11h à 14h

Fermé le mardi toute la journée et le jeudi matin.

Tél. : 01 49 92 60 75 ou 06 84 02 49 30.

Mail : pij@lacourneuve.fr

Jeunesse

Les JOP sous la plume des ados

Dans le cadre des préparatifs des Jeux olympiques et paralympiques (JOP), une initiative innovante voit le jour : le projet Mur-Murs de l'association Fête le Mur. Conçue pour offrir aux jeunes une opportunité de s'immerger dans le monde du journalisme sportif, elle réunit éducation aux médias et passion pour le sport. Plongée dans cette aventure inédite.

Les journalistes en herbe préparent leur premier magazine sportif…

… et ont déjà rencontré Yannick Noah.

© Léa Desjours © D. R.

Au sein de l'une des salles de la Maison pour tous Cesária-Évora, Olivier Hellard mène une véritable conférence de rédaction avec une dizaine d'adolescent-e-s du quartier. Rassemblés autour d'une table, ils et elles échangent sur les articles de leur futur magazine. Interviews de grands sportif-ve-s, présentation de sports parfois méconnus du grand public comme le taekwondo ou le basket à trois, les idées fusent. De nombreux sportif-ve-s de haut niveau sont originaires de La Courneuve, comme la taekwondoïste Gwladys Épangue ou la basketteuse Diandra Tchatchouang, une aubaine pour ces aspirants journalistes. Après plusieurs dizaines de minutes d'échanges et de débats, les jeunes finissent par se répartir les sujets qu'ils et elles vont traiter pour le futur numéro du magazine.

Pour Olivier, à l'initiative du projet, l'enjeu est à la fois de donner confiance aux jeunes et de leur permettre de découvrir le métier de journaliste : *« Dans un premier temps, nous avons essayé de savoir quels sont leurs sports préférés et ce qu'ils ont envie de transmettre à leurs pairs. L'idée principale était de partir de leurs envies. Très rapidement, à Fête le Mur, le projet de lancer un magazine à partir de zéro est venu. »* Ce n'est pas la première fois qu'Olivier participe à la création d'un média, puisqu'il a travaillé au sein du journal *L'Équipe* pendant près de quinze ans. Une expérience qui lui permet de former efficacement les jeunes aux techniques journalistiques : *« Grâce à Félix Auger, qui coordonne le projet, cela fait plusieurs semaines que nous les formons sur comment préparer une interview, poser les bonnes questions. Aujourd'hui, ce sont de vrais journalistes en herbe ! »*

Une belle interview de Yannick Noah

Des techniques qu'ils et elles ont d'ores et déjà pu mettre en œuvre le 14 février dernier, quand ils et elles ont rencontré Yannick Noah au Centre national d'entraînement de la Fédération française de tennis. Ce fut l'occasion pour elles et eux d'impressionner Olivier : *« Chacun à leur tour, ils ont pu lui poser des questions. J'étais là en cas de besoin, mais ils avaient vraiment bien préparé l'interview. Ils ont été impeccables ! »* Le journalisme est un formidable outil de médiation puisqu'il permet aux jeunes de développer de nouvelles compétences mais aussi d'explorer des sujets, comme l'indique Moussa, 12 ans : *« En fait, avant je ne m'intéressais pas trop aux JO, mais j'étais quand même un peu curieux. Si j'ai rejoint ce projet, c'est pour découvrir des disciplines que je ne connaissais pas, par exemple la boxe. »*

Tourné vers les grandes figures du sport de haut niveau, le magazine du projet Mur-Murs mettra à l'honneur de nombreux portraits, mais il laissera aussi une large place aux clubs de sports de La Courneuve. Avec une série de reportages et d'interviews d'adhérent-e-s, de président-e-s d'associations sportives, leur média a l'ambition de donner à voir l'impact des Jeux olympiques et paralympiques de Paris au niveau local. Prévu pour le mois de mai, l'unique numéro du média sera une fantastique occasion de plonger dans cette nouvelle édition des JOP. ● **Amine Abdelli**

FAVORISER L'AUTONOMIE DES JEUNES

Il y a deux ans, de nombreux jeunes de l'association Fête le Mur à La Courneuve ont voulu faire évoluer l'association. Elle proposait de nombreuses animations autour du tennis, de l'aide aux devoirs ou encore des activités pendant les vacances, mais ils et elles souhaitaient pouvoir être davantage impliqués dans la mise en place de projets. Une demande qui a été très bien accueillie par Mohamed Assaoui, président de l'association : *« Depuis, j'ai voulu changer les mentalités pour faire plus de place aux jeunes. »* C'est avec cette volonté qu'a été lancée l'idée d'un voyage à Berlin en lien avec la mémoire des JO de 1936. Pendant plusieurs mois, par groupes de quatre, les jeunes se sont renseignés et ont réfléchi à leur voyage idéal, pour présenter le fruit de leurs recherches aux encadrant-e-s de l'association. En parlant français et anglais, ils ont exposé en quinze minutes leur vision d'un séjour idéal. Le pari est donc réussi pour Mohamed Assaoui : *« Fête le Mur, c'est un outil qui leur permet de s'amuser et de rencontrer des amis. Mais si, en plus, ils peuvent prendre des initiatives, c'est encore mieux ! »*

Théâtre

Quand la vie monte sur scène

Le projet de création avec et pour les habitant-e-s mené par la compagnie Les Enfants du paradis à La Comète, « Quartier poétique de la ville », se poursuit avec une énergie communicative.

Meyer

Les comédien-ne-s amateurs répètent avec ferveur la scène de la « grève des seniors ».

LE THÉÂTRE, UNE ACTIVITÉ BONNE POUR LE CERVEAU

Répétitions en journée obligent, la plupart des participant-e-s du projet Quartier poétique de la ville sont des retraité-e-s. C'est l'occasion pour elles et eux de préserver et d'améliorer leurs capacités cognitives. Une étude publiée en 2020 par des chercheur-se-s de l'unité Neuropsychologie et imagerie de la mémoire humaine de l'université de Caen Normandie montre en effet que la pratique théâtrale, comme la pratique musicale, a des effets bénéfiques sur la capacité de mémorisation et sur la « mémoire de travail », une forme de mémoire à court terme qui permet de stocker et de manipuler des informations pendant quelques secondes afin d'exécuter une tâche, par exemple du calcul mental. Ces bénéfices apparaissent quel que soit l'âge auquel on débute et semblent plus liés à la régularité de la pratique qu'à sa durée. Tou-te-s au théâtre donc ! ● O. M.

Rien de plus vivant que ce futur spectacle. Il y a les ressentis des participant-e-s sur leur ville, ses qualités et ses dysfonctionnements, qui ont guidé l'écriture. *« On a beaucoup parlé entre nous au début et on râlait à cause des crottes de chien »,* sourit Jocelyne. Il y a les changements de texte fréquents, liés aux absences de certain-e-s et aux capacités de mémorisation inégales. *« Je ne peux pas travailler avec des papiers pleins de ratures et de notes, j'ai besoin que ce soit clair et net !»* s'agace Fatima, qui veut imprimer la dernière version de vingt pages au lieu des seize qu'elle a en main. Et il y a les émotions fortes, entre stress et excitation, qui surgissent chaque vendredi lors des répétitions. *« J'avais déjà fait du théâtre à mon jeune âge, à l'école, mais je n'osais pas trop aller sur scène au début,* raconte Yvette, 78 ans, la doyenne. *Au bout d'un moment, on y va tout seul. Ça fait un bien fou, on s'éclate, on dirait qu'on sort d'une séance chez le psy. Et pas besoin de médicaments ! »*

Depuis septembre, Jocelyne, Fatima, Yvette et une dizaine d'autres habitant-e-s du territoire, de La Courneuve pour la grande majorité, préparent à La Comète une pièce de théâtre en forme de réunion de quartier. Un projet encadré par les comédien-ne-s et metteur-se-s en scène Mathilde Evano et Vincent Marguet de la compagnie Les Enfants du paradis, en résidence dans la structure. Problèmes de saleté dans l'espace public donc, mais aussi bonheurs et difficultés du vivre-ensemble, pénurie de petits commerces, le quotidien des participant-e-s et leur regard sur les enjeux de la rénovation urbaine en cours dans le centre-ville sont au cœur du texte écrit par Mathilde Evano.

Une galerie de portraits bien trempés

Les personnages qu'elles et ils interprètent leur ressemblent parfois, comme « l'optimiste » qui arbore la même bonne humeur que l'autre Fatima ou « la présidente de l'association », *« assez autoritaire »* comme l'autre Jocelyne. *« Vincent et Mathilde m'ont assez bien cernée »,* rigole-t-elle. Féru de slam, le benjamin Yacine aura quant à lui l'occasion de montrer son talent dans la peau du « jeune ». Il y aura aussi une « écolo », une « révolutionnaire », un « ancien professeur »... Ce 1er mars, pour avancer, les comédien-ne-s amateurs ont rendez-vous pour la journée entière au lieu de l'après-midi. Pour avancer aussi, certain-e-s se retrouvent en plus le mercredi à la maison des seniors Marcel-Paul, auxquelles elles et ils sont adhérentes. *« On a besoin de beaucoup plus répéter que les petits jeunes,* prétendent les deux Jocelyne. *On veut être à la hauteur ! »*

L'objectif de cette grosse séance, c'est d'aller jusqu'à la scène du mariage. Objectif rempli. *« Où est mon mari ? »* lance Yvette avant d'attaquer ce passage, en présence du musicien Amin Goudarzi. Ce dernier a commencé à composer des morceaux pour introduire ou accompagner certaines scènes. *« C'est la première fois que je travaille pour le spectacle vivant,* précise-t-il. *C'est vraiment autre chose, mais c'est ce que je voulais. Au cinéma, on est toujours tout seul dans notre studio et tout est fixe. Là, il faut que je sois présent, parce qu'il y a un peu d'absurde dans le texte, et que je sois vigilant : je dois m'adapter aux acteurs constamment. »* C'est sûr, c'est plein de vie. ● **Olivia Moulin**

M.

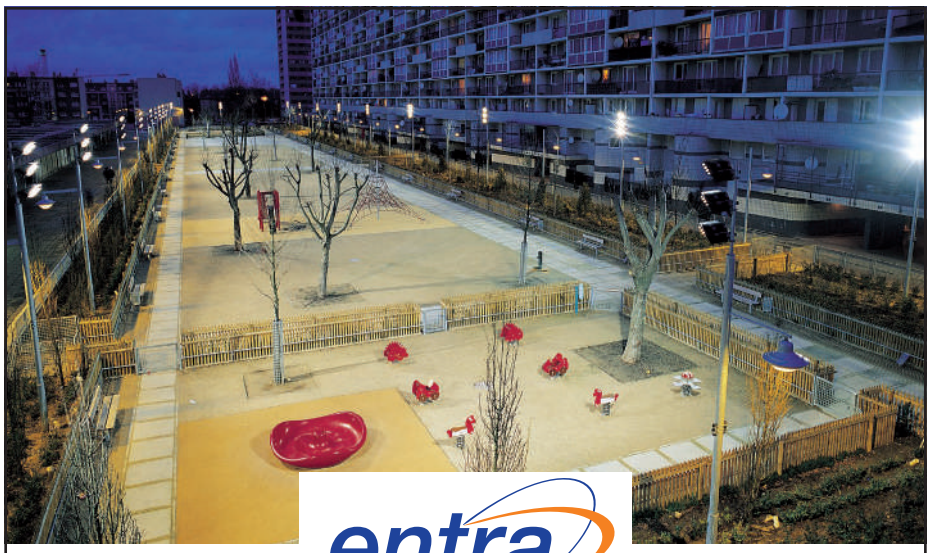
Six représentations sont prévues en juin, quatre à La Comète et deux en extérieur.

Prévention

Cancer colorectal : n'oubliez pas de vous faire dépister

C'est le deuxième cancer le plus meurtrier en France, avec 17 100 décès par an, alors qu'il peut être guéri dans neuf cas sur dix s'il est détecté à un stade précoce. D'où l'importance de faire un dépistage. Or, seulement 34,3 % des Français-e-s concernés (les femmes et les hommes âgés de 50 à 74 ans) réalisent ce test après avoir reçu le courrier d'invitation* envoyé tous les deux ans par l'Assurance maladie. Pris en charge à 100 %, simple et efficace, le test consiste à prélever chez soi avec le matériel fourni un échantillon de selles et à l'envoyer au laboratoire. Le kit de dépistage peut être commandé en ligne sur le site **https://monkit.depistage-colorectal.fr/**, obtenu auprès de son ou sa médecin ou retiré dans une pharmacie participante. ●

*Si vous avez 50 ans ou plus et que vous n'avez pas reçu votre première invitation, il faut contacter votre Caisse primaire d'assurance maladie.



entra
smart énergies

afaq ISO 9001 ISO 14001 Qualité Environnement AFNOR CERTIFICATION

ENTRA se réinvente pour ses CLIENTS

Les expertises techniques développées par l'entreprise sont au cœur de la révolution digitale et de l'innovation.

ENTRA souhaite affirmer sa force de propositions technologiques et d'une manière générale, sa capacité à introduire dans la réalisation des projets des solutions innovantes et à forte valeur ajoutée applicative.

ENTRA se met au service de l'attractivité des Collectivités, du Tertiaire, de l'Industrie et des Transports.

102 bis, rue Danielle Casanova ▪ 93300 AUBERVILLIERS cedex
Tél. : 01 48 11 37 50 ▪ www.entra.fr

Spectacle : un appel aux participantes !

La compagnie Les Enfants du paradis, équipe artistique en résidence à La Comète, lance un appel à participantes pour intégrer le spectacle *Ladies' Football Club*! Rejoignez une équipe de football féminine en pleine Première Guerre mondiale, un projet créateur de rencontres et d'émancipation féminine. Au programme, dix ateliers : football (animé par des footballeuses pros), répétitions et représentation publique le 9 mai, au gymnase Béatrice-Hess. Ouvert à toutes de 10 à 99 ans !

Informations : Tél. : 07 81 52 67 37. Mail. : lesenfantsduparadis.production@gmail.com

Droit aux vacances

Il est temps de réserver vos séjours avec la Caisse d'allocations familiales

Comme chaque année, la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Seine-Saint-Denis propose deux dispositifs d'aide pour permettre aux enfants et aux parents de partir en vacances à la mer, à la montagne ou à la campagne, dans des campings, des centres familiaux de vacances ou des locations : l'Aide aux vacances famille (AVF) et l'Aide aux vacances enfant (AVE). Si vous êtes bénéficiaire, vous avez reçu une notification de votre CAF au début de l'année et vous pouvez retrouver l'information en ligne sur votre compte. Mais ces aides sont utilisables dans la limite des crédits disponibles, donc il ne faut pas attendre pour les solliciter. ●

Bon à savoir

Vous pouvez cumuler l'AVF et l'AVE ; vous pouvez cumuler l'AVE et le Pass Colo ; l'aide porte sur un séjour d'une durée maximum de dix jours et un seul séjour AVE est possible par an.

Logement

Une aide pour payer le loyer pour les jeunes

Vous avez moins de 30 ans ? Vous êtes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, ou salarié au sein d'une entreprise du secteur privé non agricole et vous touchez un salaire mensuel brut inférieur ou égal à 80 % du Smic ? Et vous avez changé de résidence principale pour vous rapprocher de votre travail, avec un nouveau logement situé à plus de 70 kilomètres de votre ancienne adresse ou à plus de 40 minutes de trajet en utilisant un véhicule motorisé et immatriculé ou les transports en commun ? Si vous remplissez ces conditions, vous pouvez bénéficier de l'aide Mobili-jeune pour payer votre loyer. Compris entre 10 et 100 euros par mois, son montant est calculé notamment à partir du montant de votre loyer (charges comprises) ou de votre quote-part de loyer (charges comprises) en cas de colocation, et des diverses aides dont vous bénéficiez déjà. Pour vérifier votre éligibilité et effectuer votre demande d'aide, rendez-vous sur la plateforme dédiée **https://mobilijeune.actionlogement.fr/.**

ÉTAT CIVIL

NAISSANCE

FÉVRIER

• **7** Aladji Diakite • **19** Aarish Ramanathan •

DÉCÈS

• Rose Mudiayi • Patrick DUTEUIL • Georges Cottin • Marc Potvin • Liu Xiangyang • Toolasingon Gooriah • Yvonne Le Verre ép Le Pavec • Thi Nguyen • Mohamad Alamgir • Raymond Thiennot • Hufan Liu • Michel Loze • Colette Margueron ép Rabbe • Jean-Claude Lefevre • Joël Saksik • Bogoljub Lazovic • Hélène Pakiam • Shabnum Bashir ép Muhammad • Ponsamy Chengadoo

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE
• consulter monpharmacien-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17 • SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

• Place du Pommier-de-Bois
Tél. : 01 43 11 77 30

MÉDECINS DE GARDE

• Urgences 93
Tél. : 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

• Hôpital Fernand-Widal - 200, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris
Tél. : 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904
(gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15. Les mardis et vendredis.

MAIRIE

Tél. : 01 49 92 60 00

PÔLE ADMINISTRATIF MÉCANO

• 1 mail de l'Égalité / 58 avenue Gabriel-Péri
Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, av. Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis.
Tél. : 01 55 93 55 55

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

• M. le maire, **Gilles Poux**, reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : maire@lacourneuve.fr
Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire est à remplir à l'accueil de la mairie.

• Mme la députée, **Soumya Bourouaha,** reçoit sur rendez-vous. **Tél. : 01 42 35 71 97**

• M. le président du Conseil départemental, **Stéphane Troussel** reçoit chaque mercredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@lacourneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLU-E-S SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s se tiennent tous les mercredis et jeudis sans rendez-vous (sauf période scolaire) de 16h à 18h. L'accueil des usager-ère-s a lieu à l'hôtel de ville de 15h30 à 16h pour être pris en permanence le même jour.

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées…). Consultation gratuite. Les rendez-vous se font désormais auprès de la Maison de la justice et du droit, 2, avenue de la République.

Tél. : 01 49 92 62 05

7 MARS
ARBRE NOUVELLE PLANTATION
La Ville et Plaine Commune vous invitent à la plantation du 2024e arbre.
Place Claire-Lacombe, à 11h30.

RÉUNION COMMENT ÇA VA ?
C'est l'heure des dernières réunions publiques : quartier des 4 000-Nord à la MPT Cesária-Évora et quartier de la Gare à l'école Charlie-Chaplin.
À 18h30.

7, 14 ET 21 MARS
ESPACE PUBLIC COUP DE PROPRE
Les opérations Coup de propre reviennent.
7/03 : grand nettoyage du secteur A86 à la sortie de l'avenue Paul-Vaillant-Couturier.
14/03 : rue Suzanne-Masson
21/03 : parking du Général-Schramm
De 6h à 13h.

9 MARS
SOLIDARITÉ POMMES DE TERRE
Vente de pommes de terre à prix coûtant. 7,5 euros les 15 kilogrammes.
Usine KDI, 66, boulevard Pasteur, de 9h à 15h.

9 ET 23 MARS
PERMANENCE ACCÈS AUX DROITS
L'Amicale des 4 000-Sud propose un accompagnement gratuit en cas de difficulté dans vos démarches administratives et juridiques.
15, mail Maurice-de-Fontenay, de 10h à 13h, 5e étage, porte 2. Sans inscription.

DU 11 MARS AU 6 AVRIL
FORUM JOBS D'ÉTÉ
Venez au Point information jeunesse (PIJ) vous entraîner à l'entretien d'embauche, à la rédaction de CV, vous faire conseiller et accompagner pour trouver un emploi cet été.
PIJ, 59, rue du Général-Schramm.

14 MARS
FORUM LES JOP RECRUTENT
Cet événement sera l'occasion de faire le bilan de cinq années d'engagement mais aussi de se projeter collectivement vers le temps des célébrations, en présence notamment de Tony Estanguet, président de Paris 2024 et d'athlètes médaillés aux Jeux olympiques et paralympiques.
De 9h30 à 17h, 87, avenue des Magasins-Généraux, à Aubervilliers.
Inscription : https://forum.paris2024.org/fr/

15 MARS
FESTIVAL HISTOIRES COMMUNES
Christèle Pimenta contera l'histoire de *La Langue bleue*, une langue nomade qui se nourrit de toutes les langues du monde.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 10h. Public ados/adultes.

JUSQU'AU 16 MARS
DÉMARCHES INSCRIPTION EN MATERNELLE
Vous avez un enfant né en 2021 et qui aura 3 ans en 2024 ? Pensez à l'inscrire à l'école maternelle. Les préinscriptions se font au Pôle administratif Mécano.
Pôle administratif Mécano. Retrouvez toutes les informations sur lacourneuve.fr

19 MARS
MAIRIE COMMÉMORATION
La municipalité célébrera le cessez-le-feu de la guerre d'Algérie.
Cimetière des Six-Routes, à 11h.

20 MARS
FESTIVAL FESTI'CANAILLES
Projection de courts métrages.
Médiathèque John-Lennon, à 10h.
DÈS 3 ANS

20 ET 21 MARS
SPECTACLE *SOCOCOON*
Les tout-petits sont invités à entrer dans un monde doux, créatif et interactif. Tous les sens sont mis en éveil par ce cocon imaginé en fonction des différents stades de développement du bébé jusqu'à 2 ans.
Centre culturel Jean-Houdremont, à 9h30 et 11h. Durée : 30 minutes.

21 MARS
DÉBAT RÉSISTANT-E-S ÉTRANGERS EN FRANCE OCCUPÉE
L'association des Amis du musée de la Résistance nationale de Seine-Saint-Denis (AMRN 93) aux côtés de l'Institut CGT d'histoire sociale vous invitent à parler de ces hommes et de ces femmes que l'histoire et la mémoire ont retenus comme les étranger-ère-s de l'Affiche rouge.
Maison de la citoyenneté James-Marson à 18h30.

22 MARS
EXPOSITION « JARDINS SECRET »
Découvrez l'univers de l'autrice-illustratrice Emma Giuliani autour d'un dispositif d'exposition inédit conçu avec les bibliothécaires de Plaine Commune et le Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis.
Médiathèque John-Lennon, à 14h.
TOUT PUBLIC

26 MARS
CONCERT JAZZ À LA MÉDIATHÈQUE
Les étudiant-e-s en jazz et musiques improvisées du Pôle supérieur d'enseignement artistique d'Aubervilliers et de La Courneuve (Pôle Sup'93) vous invitent à un concert dans le hall de la médiathèque.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 15h.

JUSQU'AU 31 MARS
CONCOURS « VUES D'ICI »
À l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques, Plaine Commune organise « Vues d'ici », un concours photo pour faire découvrir au monde la richesse du patrimoine des villes du territoire. Tentez votre chance, votre photo deviendra peut-être une carte postale distribuée pendant l'événement !
Envoyez votre photo à : concoursphotovuesdici@plainecommune.fr

PROGRAMMATION SPÉCIALE DROITS DES FEMMES

8 MARS
CINÉMA DÉSINVISIBILISATION DES COMPOSITRICES
Le Pôle Sup'93 et le cinéma L'Étoile organisent une journée d'études artistiques sur la désinvisibilisation des compositrices. Au programme : ateliers réunissant musicologues, pédagogues et interprètes pour montrer le travail en collaboration mené par le Pôle Sup'93 et l'Université de Paris 8, échanges et interventions, table ronde, projection…
Cinéma L'Étoile, de 9h30 à 22h.
Renseignements : Charles Arden, conseiller pédagogique au Pôle Sup'93.
Tél. : 01 43 11 25 07.
Mail : carden@polesup93.fr

SPECTACLE *C'EST L'HISTOIRE D'UNE GROSSE…*
Conférence gesticulée intitulée *C'est l'histoire d'une grosse…et de la grossophobie*, proposée par Axel Collion Chombart.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 10h.
À PARTIR DE 11 ANS

INAUGURATION LES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC
La municipalité (re)baptise des rues et des équipements publics.
Rendez-vous à l'hôtel de ville, à 11h.

8 MARS
EXPOSITION « JE SUIS LA FEMME DE MA VIE »
L'artiste Marion Poussier a photographié des habitantes et des agentes. Ses œuvres seront exposées à l'hôtel de ville, puis dans toute la ville.

FILM *SOIS BELLE ET TAIS-TOI*
Projection du film *Sois belle et tais-toi*, de Delphine Seyrig.
Cinéma L'Étoile, à 20h.

9 MARS
ASSOCIATIONS ÉCHANGES
Les associations Africa et Femmes solidaires 93 vous invitent à un après-midi en présence d'Anne Jonquet, présidente de Femmes Solidaires 93, Rosalie Foucard, juriste au CIDFF 93, Zahra Agsous de l'association Africa et de femmes qui luttent pour leurs droits.
Local d'Africa, 1, rue Joliot-Curie, à partir de 13h. Un espace enfants/jeunes avec animations est prévu à partir de 13h30.

10 MARS
MÉDIATHÈQUE *FEMMES EN JEUX*
Spectacle de théâtre de la compagnie Le petit théâtre permanent. L'événement sera suivi d'une discussion avec une journaliste et une sportive.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 16h.

12 MARS
ÉGALITÉ LE PATRIARCAT EXISTE-T-IL DEPUIS TOUJOURS ?
Marylène Patou-Mathis est spécialiste des comportements des humain-e-s préhistoriques, en particulier des Néandertalien-ne-s. Préhistorienne, directrice de recherche au CNRS, elle parlera des origines d'un système où tout est fait pour privilégier les hommes politiquement, économiquement et socialement.
Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h30.

16 MARS
FESTIVAL REGARDS SATELLITES
Projection de *Fais croquer*, de Yassine Qnia, dans le cadre de la programmation hors les murs du festival Regards satellites du cinéma L'Écran de Saint-Denis. En présence du réalisateur.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 16h. Tout public.

19 MARS
CINÉMA *ANNIE COLÈRE*
Projection d'*Annie Colère*, de Blandine Lenoir. Film suivi d'un débat en présence de la réalisatrice et de Lucile Ruault, sociologue, chargée de recherche au CNRS et chercheuse associée au Ceraps.
Cinéma L'Étoile, à 19h30.

20 MARS
MÉDIATHÈQUE FEMMES ET SPORT
Projection de trois documentaires réalisés en Seine-Saint-Denis sur des filles et femmes sportives.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 15h.
À PARTIR DE 11 ANS

21 MARS
INAUGURATION DE NOUVEAUX NOMS
L'escalier monumental situé près de la gare prendra le nom de Qiu Jin et la rue située devant la Maison pour tous Cesária-Évora celui de Simone Veil.
Rendez-vous à 17h45 pour l'escalier et à 18h15 pour la rue devant la MPT.

26 MARS
DÉBAT PARLONS DE L'IVG
« Interruption volontaire de grossesse (IVG) et pratiques abortives en France et dans le monde » : table ronde en présence de la sociologue Lucile Ruault et de Marie-Cécile Naves, docteure en sciences politiques.
Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h30.

27 MARS
INAUGURATION UN SQUARE RENOMMÉ
Le square situé à l'angle des rues Marcel-Cachin et Chabrol deviendra officiellement le square Dorothy-Johnson-Vaughan.
À 18h.

Alice Saey, graphiste et réalisatrice

« Mon rôle d'illustratrice est peut-être de prendre en main le sujet humain. »

Née dans les quartiers nord de Paris, Alice Saey, qui a fréquenté toute jeune le parc de La Courneuve avec ses parents, est aujourd'hui une graphiste et réalisatrice de films d'animation passionnée. Diplômée des Arts décoratifs de Strasbourg, débordante de créativité, elle s'est vue confier la décoration intérieure de la future gare La-Courneuve / Six-Routes.

Léa Desjours

« *Quand j'étais plus jeune, j'allais souvent au parc de La Courneuve les week-ends avec mes parents. Je connaissais la ville pour son passé industriel, les 4 000 et le rap, car beaucoup d'artistes viennent d'ici.* »
Alice Saey a grandi dans les quartiers nord de Paris. Fille de peintre, elle est rapidement plongée dans l'univers du troisième art et décide alors d'en faire son métier. Elle nous dévoile aujourd'hui ses nombreuses sources d'inspiration. « *Je suis très influencée par la peinture moderne de Matisse et Bonnard, par les estampes et le graphisme contemporains japonais, mais aussi par le cinéma d'animation expérimental. J'aime enfin beaucoup les expressionnistes allemands. Ce sont des peintres qui s'intéressent aux foules et aux classes populaires* », explique-t-elle avec enthousiasme.

« C'est le rêve, ce projet. C'est un lieu d'exposition énorme dans l'espace public de la région où j'ai grandi, c'est un peu un retour aux sources. »

Diplômée des Arts décoratifs de Strasbourg en design graphique en 2014, elle se tourne vers le cinéma d'animation et d'illustration en autodidacte. Lors de ses études, Alice Saey fait des stages aux Pays-Bas où elle s'installera plus tard. Entre Montreuil et Rotterdam, l'illustratrice postule alors à l'appel d'offres de la Société du Grand Paris. « *C'est le rêve, ce projet. C'est un lieu d'exposition énorme dans l'espace public de la région où j'ai grandi, c'est un peu un retour aux sources, d'une certaine manière.* » À sa nomination en novembre 2022, elle se voit confier la réalisation de six panneaux équivalents à 19,50 mètres pour la gare de La-Courneuve / Six-Routes. Pour ce faire, elle entame un travail de longue haleine. Car il n'est pas seulement question d'illustrer, mais de rencontrer les habitant-e-s et leur quotidien et ainsi, de s'imprégner totalement de la ville. « *Je me baladais, je prenais des photos et je visitais les différentes Maisons pour tous. Je ne suis pas arrivée avec une idée préconçue de ce que j'allais faire. J'ai découvert le lieu et son architecture, mais aussi l'enthousiasme des Courneuviens par rapport à leur ville. Il y a ici une grosse économie solidaire qui m'a beaucoup intéressée.* »

Son objectif : créer une identité commune à travers un tissu, pour donner vie à ses fresques « *À la base, je ne représente pas de personnages humains, c'était donc un challenge pour moi. J'aime l'idée que le port d'un tissu est l'affirmation d'une identité sociale, d'un sigle ou d'une appartenance à une famille. Je me suis dit que ce serait intéressant d'imaginer quel pourrait être le tissu de La Courneuve qui collecte tous ses éléments hétérogènes et quelque chose que tous les habitants pourraient s'approprier. Un tissu "mis en mouvement" par les habitants* », explique-t-elle.

Un mot revient souvent dans la conversation : ville-monde. « *Avec l'approche adoptée par les architectes, qui est de citer l'époque industrielle de la ville, mon rôle d'illustratrice est peut-être de prendre en main le sujet humain. C'était intéressant de voir comment aborder ça. Je me suis demandé ce qu'est le lien des Courneuviens entre eux. On m'a beaucoup parlé de la ville-monde. C'est quelque chose de permanent qui traverse les différentes vagues d'immigrations et cela donne une unité à La Courneuve. Je voulais parler de ça à travers des situations de loisirs, en sortant de l'image de ville industrielle.* » Alice Saey a confié vouloir travailler sur d'autres projets pour la ville. « *J'aimerais faire des fresques pour la Maison pour tous Cesária-Évora, l'UCPA et le centre culturel Jean-Houdremont. Cette ville a beaucoup de choses à raconter…* »

La gare La-Courneuve / Six-Routes ouvrira ses portes d'ici 2026 et devrait accueillir deux millions de voyageurs, qui pourront admirer les œuvres d'Alice Saey au quotidien. ●

Maeva Lasmar Ansel

Le journal de La Courneuve
regards
38, av. de la République - 93126 La Courneuve Cedex
Tél. : 01 49 92 61 40
***Web :* www.lacourneuve.fr**
***Courriel :* regards@lacourneuve.fr**

Direction de la publication : Gilles Poux
Direction de la rédaction : Pascale Fournier
Conception éditoriale et graphique : Babel
Rédaction en chef : Pascale Fournier
Rédaction en chef adjoint : Nicolas Liébault
Rédaction : Mariam Diop, Isabelle Meurisse, Olivia Moulin

Secrétariat de rédaction : Stéphanie Arc
Maquette : Farid Mahiedine
Photographie : Jeanne Frank
Photo de couverture : Léa Desjours
Ont collaboré à ce numéro : Amine Abdelli, Nadège Dubessay, Jeanne Frank, Fabrice Gaboriau, Maeva Lasmar Ansel, Meyer, Nicolas Viera

Pour envoyer un courriel à la rédaction : prenom.nom@lacourneuve.fr
Impression : Riccobono-Imprimeurs
Publicité : Médias & publicité - A. Brasero : 01 49 46 29 46
Ce numéro a été imprimé à 18 000 exemplaires.